

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

VIETNAM

Ho Chi Minh trahi !

Bretagne d'aujourd'hui

Tous les jours du 9 au 15 décembre, une série dans l'HR

Prendre en compte de justes aspirations régionales

NOTRE journal commence aujourd'hui la parution d'une série d'articles sur la situation de la Bretagne. Réalisée grâce aux enquêtes et aux suggestions du Bureau de presse Bretagne, grâce aux camarades du Parti, liés sur le terrain, aux préoccupations et aux luttes ouvrières, paysannes et populaires de toute une région, cette publication répond à un triple souci.

D'abord, toujours mieux faire de notre organe central un journal capable de communiquer à ses lecteurs des analyses qui soient pour la classe ouvrière et tous ceux qui souffrent du capitalisme une arme de combat, capable d'expliquer concrètement les orientations politiques et les perspectives du PCML, dans notre longue marche à la révolution socialiste.

Apporter à tous ceux qui nous lisent et, en premier lieu, à tous nos camarades une connaissance toujours plus sérieuse des réalités de notre pays, de tout ce qui fait l'unité fondamentale de la classe ouvrière et du peuple, mais à travers une grande diversité de situations qui tiennent tant à l'histoire et à la géographie qu'aux conditions inégales et diverses du développement capitaliste à travers la France.

Cette série, enfin, coïncide avec la venue à Rennes du drôle de tandem Rocard-Mitterrand, dont les affiches « *Debout Bretagne* » s'efforcent de « faire régional » au moment même où Marchais cherche à flatter dans le Midi le sentiment occitan. Là aussi, il s'agit de ne pas laisser le terrain aux démagogues et de mieux dire et montrer comment de justes aspirations régionales et la résistance à l'oppression culturelle sont prises en compte par notre Parti, s'intégrant aux luttes démocratiques, aux luttes de classe dont la convergence conduira au socialisme dans lequel, comme les autres travailleurs du pays, ceux de Bretagne pourront pleinement vivre et grandir debout.

Jean QUERCY



Le peuple vietnamien qui a consenti d'immenses sacrifices face à l'agression US, aspire à la paix. Il est lui aussi aujourd'hui victime de l'agression militaire que les dirigeants vietnamiens lancent contre le Kampuchea démocratique.

C'EST avec peine et colère que les militants du PCML, comme tous ceux qui ont soutenu la lutte de libération anti-américaine du peuple vietnamien - comme celles des peuples lao et cambodgien - voient aujourd'hui les développements de la politique suivie par les dirigeants de Hanoï. (...) Tous ceux qui ont soutenu à juste titre, la guerre de libération des peuples du Kampuchea, du Laos et du Vietnam doivent prendre conscience de cette situation nouvelle : aujourd'hui, c'est l'URSS qui cherche à remplacer l'impérialisme US dans la région du Sud-Est asiatique ».

Extrait de la déclaration du CC du PCML adoptée le 26 novembre 1978.

Boulogne-ville morte

15 000 dans la rue contre les licenciements

MILLE-CINQUANTE licenciements annoncés aux APO (Aciéries de Paris et d'Outreau) : tous les travailleurs de Boulogne, dont les APO sont la plus grosse entreprise, se sont mobilisés, unanimement, contre ces licenciements. Il savent bien que si les APO sont touchés, le reste le sera aussi.

Toute activité, qu'il s'agisse du port (le premier port de pêche de France) ou du commerce ou de l'industrie, s'est interrompue ce jeudi matin. Boulogne « ville morte » ; voies ferrées et routes bloquées,

15 000 personnes manifestant : pêcheurs, cheminots, vendeuses au coude-à-coude avec les métallos, les postiers ou les électriciens...

La ville est dans la rue. C'est l'Internationale qu'on chante. De cette unité d'un matin, de ce refus unanime des licenciements exprimé le temps d'une marche, il faudra tirer les formes d'action propres à empêcher vraiment ces licenciements.

C'est de cela qu'on parle à Boulogne, comme on en parle aussi dans tant d'autres villes frappées par la crise, par le chômage.

Immigrés

Stolérou persiste et signe

LE 24 novembre dernier le conseil d'Etat annulait les mesures Stolérou qu'il déclarait illégales. Stolérou le lendemain avait déclaré que le conseil d'Etat ne faisait pas la politique de la France et que le gouvernement poursuivrait quoi qu'il arrive sa politique.

Mercredi 6 décembre, le conseil des ministres a adopté un projet de loi destiné à contourner l'annulation des circulaires Stolérou. Ce projet reprend intégralement entre autres choses « l'aide au retour » c'est-à-dire le million destiné à inciter les travailleurs immigrés à retourner chez eux.

Le projet gouvernemental sera présenté à l'Assemblée nationale au printemps prochain. Stolérou, le démocrate, l'ami des immigrés, l'homme du dialogue, persiste et signe, contre les immigrés, en violation de la légalité bourgeoise.

CGT-CFDT

L'union, pour quoi ? Voir page 2

Barre veut des médecins aux ordres

BARRE le premier ministre de l'austérité est revenu à la charge contre les dépenses de santé des Français qu'il trouve trop élevées. Et de citer des chiffres qui, comme par hasard, viennent donner une rigueur scientifique (en apparence) à ses déclarations. C'est devant des médecins que Barre a fait son discours. Il a laissé entendre à ceux-ci qui s'étaient réunis à l'occasion du 50e anniversaire de la Confédération des syndicats médicaux français, qu'ils devaient désormais veiller à diminuer le nombre des médicaments qu'ils prescrivent. Pour le pouvoir, le rôle des médecins est moins de soigner librement leurs patients que de se plier désormais à une discipline de l'économie sur la santé des Français. Selon Simone Veil, ministre de la Santé, 90 % des caisses d'assurance maladie ont commencé à mettre sur fiche ce qui est appelé le « profil » de chaque médecin, c'est-à-dire que les dépenses en médicaments qu'il prescrit sont notées. Si jamais un



Au cours d'une lutte à la Sécurité sociale

médecin dépasse la norme établie par ordinateur, il court le risque d'être déconventionné (ses consultations ne seront plus remboursées par la sécurité sociale. Il perdra donc ses clients). Les médecins sont donc fortement soumis à des pressions pour qu'ils appliquent l'austérité au domaine de la santé. Cependant, le pouvoir aura du fil à retordre avec eux. Dans un passé encore tout récent, le pouvoir n'avait-il pas essayé de transformer les médecins en flics du patronat contre les travailleurs malades ? Ce projet de contrôle médical patronal est resté pour

l'instant dans les tiroirs. Les médecins avaient vivement protesté et le gouvernement avait dû faire machine arrière. Barre a encore annoncé que le prix des consultations pourrait être augmenté. Il a aussi confirmé que les montants des cotisations de la sécurité sociale allaient être accrus mais non de manière égale entre patrons et « ménages ». Pour Giscard-Barre, les patrons paient déjà trop, les travailleurs pas assez. Ces derniers supporteront la principale partie de l'augmentation des cotisations. H.M.

Tchécoslovaquie

Jaroslav Sabata, porte-parole de la Charte 77, depuis plus de 2 mois en prison

DEPUIS le 1er octobre, Jaroslav Sabata, porte-parole de la Charte 77, est en prison. Son crime : avoir voulu prendre contact avec les opposants polonais du KOR (Comité d'autodéfense sociale). En vérité, on lui reproche de n'être pas d'accord avec le régime de Husak et avec l'occupation de son pays par les troupes russes et d'exprimer cette opposition en tant que porte-parole de la Charte.

Il a joué un rôle dirigeant dans le Parti dans le district de Brno en Moravie. Il a été l'un des protagonistes les plus actifs du « Printemps de Prague » et il a représenté l'aile radicale du Parti communiste. Au XIXe congrès du Parti le 22 août 1968, il a été élu au Comité central et, à la session du Comité central du 30 août, il a été l'un des premiers à avoir caractérisé la signature du diktat de Moscou comme une capitulation et à s'être prononcé contre.

Il en a passé cinq en prison. A la fin 1976, il a été libéré, avec mise à l'épreuve pendant trois ans, ce qui veut dire que si on le condamne une nouvelle fois, même pour quelques mois, il devra faire encore un an et demi de prison. Bien qu'après sa sortie de prison il ait été en très mauvaise santé, il a figuré parmi les premiers signataires de la « Charte 77 » et par la suite, il en a été aussi le porte-parole. Et c'est en cette qualité qu'il a été arrêté le 1er octobre à la frontière tchécoslovaque, au moment où il s'apprêtait à participer à la troisième rencontre entre la Charte et le KOR polonais. Il attend actuellement son procès. Il a été battu par la police et il est vraiment en grand danger, car il a eu déjà deux infarctus.

C'est la raison pour laquelle il a peu après été exclu du Parti, comme des centaines de milliers d'autres communistes. Il a été l'un des initiateurs de la nouvelle opposition socialiste. Ce qui a entraîné son arrestation dès novembre 1971 et sa condamnation

Qui est Jaroslav Sabata ? Nous reproduisons ci-dessous la biographie qu'en a tracée un autre opposant tchécoslovaque, Jiri Pelikan en exil à Rome, dans une interview accordée au journal allemand Rote Fahne. « Jaroslav Sabata est communiste depuis 1945, depuis la Deuxième Guerre

CGT-CFDT

L'union, pour quoi ?

DANS une nouvelle déclaration, Edmond Maire continue à préciser la stratégie de la CFDT. Il a parlé longuement sur France-Inter jeudi matin ; il reprend en grande partie l'analyse présentée au congrès régional Rhône-Alpes. Aussitôt après le 40e congrès de la CGT, la direction de la CFDT qui avait refusé depuis décembre 1977 toutes les propositions d'actions communes de la CGT se déclare prête à relancer l'unité d'action.

plus de la tradition CGT qui mettait en avant jusque là la nécessité de la compensation du salaire en cas de réduction d'horaire. Aujourd'hui, avec ces nouvelles bases, l'unité au sommet devient envisageable pour Maire qui doit y trouver au contraire une façon de continuer sa pression pour appuyer le courant qui, dans le PCF, se prononce pour la relance de l'Union de la gauche. Et même sur ce point précis, l'élimination de dernière minute de la candidature de Frischmann à la nouvelle CE de la CGT, lui qui s'était fait remarquer pour ses positions « conservatrices » et ses attaques contre Germon (membre du PS dans l'ancienne et la nou-

velle CE), apparaît comme un véritable encouragement. Voilà quelques éléments qui éclairent la conception des leaders syndicaux sur l'unité syndicale et qui laissent à penser que cette unité ne va pas s'orienter vers une riposte d'ampleur au plan Barre telle que la réclament les militants. Le témoignage des cheminots CGT et CFDT en grève à la gare de Lyon à Paris prouve que les travailleurs se rendent de plus en plus compte de ces différences de conceptions et de l'affaiblissement des luttes que en découle : « Il nous faut imposer notre lutte à nos directions confédérales aussi » disent-ils. Claire MASSON

On peut se poser la question du pourquoi de ce revirement, moins de trois semaines après la journée sur l'emploi de la CGT, le 15 novembre. En réalité, on ne peut analyser les relations entre les deux centrales syndicales sans les replacer dans le contexte politique plus général de la rivalité des deux partis de l'Union de la gauche, PS et PCF. Et il se trouve que le rapport de force entre les deux partis et les deux syndicats qui leur sont attachés est inversé. Il est donc probable que toute la stratégie de Maire dans le début de l'année, et particulièrement avant le congrès de la CGT, a été une manière indirecte de faire pression sur la CGT, et à travers elle, sur le PCF pour infléchir sa ligne dans le sens de celle du PS, à travers les lignes syndicales, par le biais de l'unité d'action, en s'appuyant en particulier sur les questions nouvelles que se posent les militants de la CGT pour enrayer le recul de la syndicalisation dans leurs rangs.

Comme nous l'avons dit hier, le nombre de socialistes à la CE confédérale est passé de 2 à 7, progression sensible ; mais surtout, c'est l'importance nouvelle donnée dans les textes de la CGT à des questions comme celles du nucléaire, du temps de vivre, les idées avancées sur l'autogestion et celle en particulier sur les conseils d'atelier dans le droit fil de la pratique et des conceptions socialistes qui montrent que l'influence des socialistes dépasse le nombre faible des élus à la CE. L'apparition de nouveaux mot d'ordre communs, CGT-CFDT, comme celui lancé dans les banques, d'auto-réduction du temps de travail, et repris en bonne place par l'Humanité, ne relèvent pas non

Centre de tri de Bordeaux

Après l'intervention policière

L'INTERVENTION des CRS mercredi matin 6 décembre n'a pas été acceptée par les grévistes. Ils ont été obligés d'évacuer ce centre. Dès la soirée, ils étaient devant les portes du centre de tri, au milieu du rassemblement de solidarité (de 600 personnes environ), auquel ils avaient appelé la veille. Après ce rassemblement, ils décidèrent de réoccuper ; cette fois, l'intervention des CRS ne se fit pas attendre, elle fut brutale et rapide, il y a donc eu deux interventions policières successives dans la même journée. Voilà la réponse de la classe capitaliste aux travailleurs qui exigent de travailler dans des conditions décentes. Cette réponse était appréciée à sa juste valeur par les postiers qui travaillent non loin du centre de tri : moins d'une heure après l'intervention policière, les postiers de Bordeaux-gare et ceux du bureau de poste Jean-Jacques Bocs se mettaient en grève. Ils ont vu juste. C'est à travers la solidarité, le renforcement de l'unité de la classe ouvrière que les postiers du centre de tri, dont la grève continue à ce jour, pourront gagner.

A propos de la grève de Bobigny CTA, nous avons reçu un tract CGT sur la grève du 30 novembre au 2 décembre. Nous y reviendrons dans une prochaine édition. Après l'inauguration par Ségard, mercredi du nouveau bureau de Paris 14, contrôle de flic au métro. Tous les AGR* les mains au mur et vérification d'identité...

Nous invitons nos amis lecteurs à nous faire part des luttes qui se déroulent dans leurs centres ou d'autres actes de racisme dont ils ont connaissance (Tél : 205-51-10). *AGR : Antillais, Guyanais, Réunionnais.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM.....
 PRENOM.....
 Lieu de travail.....
 Adresse.....
 Code postal.....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

L'HUMANITE ROUGE - Samedi 9 et dimanche 10 décembre 1978



l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
 Rédacteur en chef : Jean Quercy
 Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
 L'Humanité rouge - Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP : 30 226 72 D La Source Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesse
 Commission paritaire No 57 952
 Distribution NMF
 Imprimerie La Nouvelle
 Dépôt légal 4e trimestre 1978

VIETNAM

Ho Chi Minh trahi !

« **C'**EST avec peine et colère que les militants du PCML, comme tous ceux qui ont soutenu activement la lutte de libération du peuple vietnamien — comme celles des peuples lao et cambodgien — voient aujourd'hui les développements de la politique suivie par les dirigeants de Hanoi ». C'est ainsi que commence la déclaration sur le Vietnam du Comité central du PCML, adoptée à la 5^e session de son Comité central, réuni les 25 et 26 novembre 1978. Qui n'a en tête, en effet, les exploits héroïques accomplis par le peuple vietnamien en trente ans de guerre contre le colonialisme français d'abord, puis l'impérialisme américain. Kennedy, président « démocrate » des USA, avait cru pouvoir « contrôler » le peuple vietnamien au moyen d'un contingent de quelques centaines de « conseillers militaires » mais, bien vite, il lui a fallu déchanter. Constatant que la « guerre spéciale » ne suffisait pas, il s'est lancé dans une gigantesque escalade militaire, poursuivie par ses successeurs. L'impérialisme US envoya au Vietnam près de 500 000 G'S, il eut recours au napalm, aux gaz toxiques, aux techniques de mort et d'extermination les plus sophistiquées comme les plus barbares — bombes à billes, bombardements des B 52 — pour venir à bout de la résistance du peuple vietnamien. Mais rien n'y fit !

recommandations d'Ho Chi-minh, il renforça dans le cours de cette guerre ses liens et son unité combattante avec les peuples lao et cambodgien, également agressés par les USA. Au point qu'à la conférence au sommet des peuples indochinois, en 1970, leurs dirigeants purent déclarer, à propos des victoires remportées : « Ce sont des victoires de l'amitié fraternelle et de la solidarité de combat entre les trois peuples... ».

Dès le début, les communistes marxistes-léninistes ont participé de toutes leurs forces au côté de nombreux anti-impérialistes et des travailleurs au mouvement de soutien à la lutte du peuple vietnamien, de la même manière qu'ils ont soutenu les luttes des peuples lao et cambodgien.

Aujourd'hui, tous ceux qui ont soutenu ces luttes ont le droit et le devoir de regarder la vérité en face et de la faire connaître.

La vérité, c'est que la situation a bien changé aujourd'hui dans la péninsule indochinoise et que les dirigeants vietnamiens ne se sont pas montrés fidèles à l'esprit du testament d'Ho Chi-minh et à sa recommandation : « Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté ». Au lieu de consacrer tous leurs efforts à reconstruire le pays et améliorer les conditions de vie d'un peuple qui a déjà enduré trente ans de guerre, ils militarisent à outrance. Ils ont envahi le territoire du Kampuchea démocratique, petit pays voisin pacifique, et rêvent de devenir les maîtres d'une « grande Fédération indochinoise ». Ils ont

été amenés dans ce but à s'inféoder totalement à la superpuissance soviétique qui se sert maintenant du Vietnam comme d'un pion pour réaliser en Asie du Sud-Est ses propres desseins hégémoniques. Elle s'installe dans les anciennes bases américaines, envoie de nombreux « conseillers », a signé avec le Vietnam un pacte à visée agressive et l'a intégré dans le Comecon qu'elle domine.

C'est dans ce contexte que les dirigeants du PCF, dont le soutien au peuple vietnamien contre l'impérialisme US a été, pour le moins, tiède pendant de nombreuses années (n'ont-ils pas demandé une minute de silence à la mort de Kennedy, responsable pourtant de sauvages bombardements sur le Vietnam ?), lancent une grande campagne de solidarité avec le Vietnam. Il s'agit, en fait, de leur part de soutenir la politique expansionniste de l'URSS dans cette région.

Tous ceux qui ont soutenu la guerre de libération des peuples du Kampuchea, du Laos et du Vietnam doivent, au-delà de la propagande des dirigeants du PCF, chercher à connaître la vérité et la situation nouvelle. Leur peine face à la guerre d'agression que subit le Kampuchea, et dont le peuple vietnamien est, en fait, victime, doit se transformer en colère contre la superpuissance russe qui s'efforce de remplacer l'impérialisme US et de « vietnamiser » le Kampuchea. Elle doit se transformer aussi en force pour soutenir la lutte du peuple du Kampuchea démocratique. C'est ainsi qu'ils resteront fidèles à leur idéal anti-impérialiste.

Jean QUERCY

Alors que les dirigeants du PCF se présentent comme les seuls à avoir soutenu le Vietnam

Rétablissons les faits

Année 1964 : Kennedy, l'homme qui a déclenché l'agression des impérialistes américains contre les patriotes vietnamiens, tombe sous les balles d'un homme de main américain au cours d'un règlement de compte entre clans de la bourgeoisie monopoliste yankee. Naturellement sa mort n'a absolument rien à voir avec les crimes dont il est le premier chef de file contre le Vietnam. Il reste bel et bien un impérialiste. Dans toute la France les dirigeants du PCF, par Mouvement de la paix interposé, organisent des manifestations au cours desquelles sont exigées des « minutes de silence » à la mémoire de ce Kennedy, dont sont prononcés des éloges funèbres. C'est ce que les dirigeants du PCF baptisent à l'époque, en bons élèves de Krouchtchev, la pratique de la « coexistence pacifique ». A cette occasion, à Marseille, le camarade Jurquet est encadré par quatre « gros bras » du service d'ordre révisionniste sur directive du nommé Roger Donnadio, permanent bien connu. Ils ont ordre d'empêcher notre camarade de « troubler la minute de silence » à Kennedy.

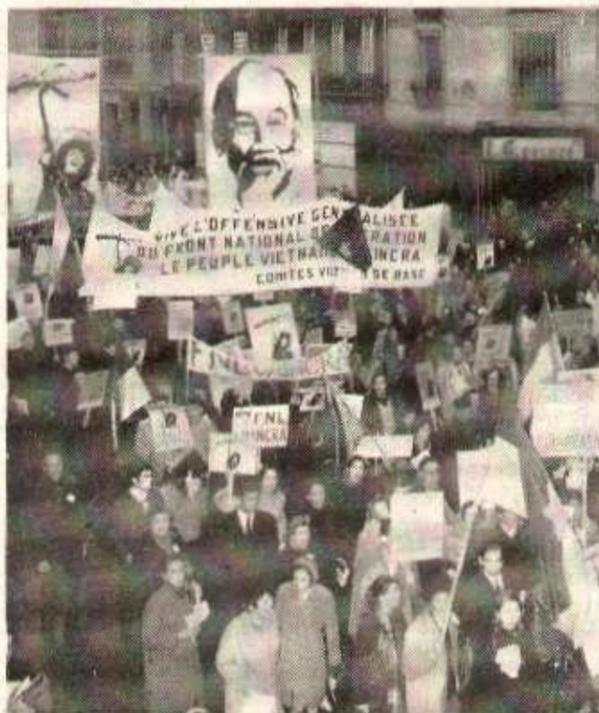
En juillet 1964, les délégués vietnamiens à la Conférence mondiale contre les bombes A et H à Tokyo révèlent à notre camarade François Marty que « les

Soviétiques, ayant Krouchtchev à leur tête, n'ont pas livré un seul fusil, une seule arme aux Vietnamiens pendant plus de huit mois ». Les bombardements violents de l'aviation américaine sur le Vietnam du Nord ne sont suivis d'aucune mesure de protestation ou réprobation conséquente de la part du gouvernement et du parti révisionniste d'URSS.

Année 1965 : Les Vietnamiens sont suspectés par les révisionnistes du monde entier, qui leur reprochent d'avoir refusé de signer le fameux « traité de Moscou » passé notamment entre les gouvernements soviétique et américain.

En France, les dirigeants du PCF essayent d'empêcher la diffusion du journal vietnamien *Le courrier du Vietnam*. Les marxistes-léninistes en assurent la diffusion.

Année 1966 : les dirigeants du PCF interdisent tout autre mot d'ordre que « Paix au Vietnam ». En particulier, ils brutalisent tous les manifestants qui, à l'occasion de défilés (1er mai ou autres) ou meetings, se mettent à scander « FNL vainera ! » ou « Yankees assassins hors du Vietnam ». Ils se déchainent lorsqu'ils entendent « John son assassin ! ». Ils expliquent à leurs militants qu'il ne faut rien faire qui entrave les efforts déployés pour



Paris — 16 mars 68 : cortège des Comités Vietnam de base à la manifestation de soutien au peuple vietnamien

faire triompher la « coexistence pacifique » avec les Américains.

Année 1967 : mais partout naissent des initiatives justes pour permettre aux masses françaises de soutenir activement et politiquement le peuple frère. Le Centre information Vietnam, créé par le Mouvement communiste français

(marxiste-léniniste), et les Comités Vietnam de base, créés par l'Union des Jeunes communistes (marxistes-léninistes), redoublent d'activité. En particulier, les CVB impulsés par la jeunesse, débordent d'activité sur de justes positions internationalistes.

Le 5 mai 1967, un meeting pro-vietnamien organisé



1969 : Affiche de L'Humanité rouge appelant à un meeting de soutien au Vietnam. Tout le temps de la guerre de libération contre l'impérialisme US, les communistes marxistes-léninistes de France ont participé de façon active au soutien du peuple vietnamien.

par le MCF (ml) à la Mutualité est attaqué par 500 révisionnistes armés de bâtons et de barres de fer. Ils saccagent tout, déchirent de nombreux exemplaires du *Courrier du Vietnam*, détruisent de façon ignoble un grand portrait du président Ho Chi-minh, brutalisent de nombreux militants marxistes-léninistes.

Année 1968 : Les dirigeants du PCF ne peuvent plus s'opposer à la pression venue de leur propre base, notamment après les événements de Mai-Juin 1968.

Enfin, ils acceptent des mots d'ordre plus justes et ils recommencent à organiser des manifestations plus conséquentes et massives à propos du Vietnam.

Les dirigeants vietnamiens trahissent le testament d'Ho Chi-minh et la déclaration commune des peuples indochinois

En septembre 1969, le gouvernement du Vietnam du Nord publiait le testament écrit par le camarade Ho Chi-minh, le 10 mai de la même année. S'appuyant sur l'expérience de la lutte du parti et du peuple vietnamien contre l'impérialisme, le président Ho expliquait, en communiste, comment il voyait l'avenir du parti qu'il avait créé et du peuple dont il avait été le guide. Les dirigeants du Vietnam ont, aujourd'hui, trahi l'esprit et la lettre de ce testament.

« Le Parti doit mettre sur pied un bon plan pour développer l'économie et la culture, en vue d'élever sans cesse le niveau de vie du peuple » disait Ho Chi-minh. Pour lui, cette nécessité était liée à celle de la déclaration d'un « Vietnam pacifique, unifié, indépendant, démocratique et prospère », idée-force qui dirigea pendant des années la lutte du peuple et du Parti vietnamien et qui lui valut le soutien de tous les peuples du monde.

MILITARISATION OU PROSPERITE ?

Or, qu'en est-il aujourd'hui ? On ne peut, bien sûr, s'attendre à voir des maintenant un Vietnam prospère, après des années de guerre meurtrière et dévastatrice. Mais aujourd'hui, la tendance même s'est inversée : le gouvernement vietnamien a laissé de côté la production de riz et de céréales, nécessaire à la satisfaction première des besoins du peuple au profit de la culture de thé, de café, de cacao ou de fruits vendus à l'URSS. C'est une des conséquences des accords économiques avec Moscou et de l'insertion du Vietnam dans le Comecon.

Comment peut-on parler de démocratie dans un pays où les ressortissants chinois sont persécutés et doivent fuir, comme fuient des milliers de réfugiés parmi lesquels il n'y a pas que d'anciens collaborateurs de l'envahisseur américain ?

Comment peut-on parler d'indépendance pour un pays qui accepte que son armée soit encadrée par les conseillers de la puissance agressive soviétique, que des bases soviétiques soient présentes sur son sol ? Y a-t-il vraiment indépendance culturelle dans un Vietnam où l'enseignement de la langue russe remplace celui de la langue américaine dans les écoles, où l'on voit des affiches de propagande soviétique écrites en russe ?

Comment, enfin, parler de Vietnam pacifique alors qu'aujourd'hui des troupes vietnamiennes stationnent encore au Cambodge, que les généraux vietnamiens se

vantent que leur armée soit « la troisième du monde », dotée de Mig 23 soviétiques ?

Et toutes ces réalités sont liées : comment peut-on assurer la prospérité et le bien-être pour le peuple si l'on militarise l'économie ? C'est impossible. La militarisation de l'économie suppose que toute l'industrie soit mise au service de l'armement et que l'agriculture elle-même y soit conditionnée. Or, l'armement est un secteur improductif de l'économie, il ne produit aucun bien matériel pour le peuple.

LE PARTI ET LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

« Nous sommes un parti au pouvoir. Chaque membre du Parti, chaque cadre doit s'imprégner profondément de la moralité révolutionnaire, véritablement faire preuve d'application, d'économie, d'intégrité, de droiture, d'un dévouement total à la cause publique, d'un désintéressement exemplaire. Il faut garder au Parti son entière pureté, se rendre parfaitement digne de son rôle de dirigeant, de serviteur vraiment fidèle au peuple ».

Le président Ho Chi-minh s'adressait ainsi directement aux communistes, au Parti.

Or, que se passe-t-il aujourd'hui au sommet du Parti vietnamien ? L'interview que nous publions ici montre comment la corruption a gagné ses dirigeants : le service militaire, la fuite des réfugiés, tout est devenu matière à dessous de table. On est très loin, à l'opposé même, de la conception d'un parti communiste au service du peuple, que développait Ho Chi-minh.

A la fin de son testament, le président Ho Chi-minh appelait aussi son parti à œuvrer à l'unité des partis marxistes-léninistes : *« Je souhaite que notre Parti œuvre de son mieux et contribue efficacement au rétablissement de l'union entre les partis frères, sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, d'une façon conforme aux exigences du cœur et de la raison ».*

Là aussi, on voit la trahison actuelle des dirigeants vietnamiens : depuis leur refus d'aider le Parti communiste thaïlandais qui mène la lutte de libération nationale armée jusqu'à leur agression contre le Cambodge, dirigé par le Parti communiste du Kampuchea, en passant par le dénigrement de l'aide que leur a accordée, des années durant, la Chine populaire, lors de la guerre de libération nationale ou lors des premiers temps de la Libération, avant que le Vietnam, précisément, n'en vienne à des attaques ouvertes contre la Chine socialiste.

Ce bilan est peut-être dur à tirer pour bien des militants marxistes-léninistes, des militants de base du PCF ou des militants de divers horizons politiques qui ont soutenu pendant de longues années la lutte du Parti et du peuple vietnamien pour la liberté, la démocratie, le bien-être, le socialisme. Mais au nom de la mémoire du camarade Ho Chi-minh, au nom du soutien des peuples du monde à la lutte du FLN contre les impérialismes français et américain, il nous faut regarder les choses en face : les dirigeants du Parti vietnamien ont aujourd'hui trahi les idées communistes d'Ho Chi-minh.

Philippe LECLERC

« Un Vietnam pacifique, réuni, indépendant, démocratique et prospère »



« Mon ultime souhait est que tout notre Parti, tout notre peuple s'unissent étroitement et fassent tous leurs efforts pour édifier un Vietnam pacifique, réuni, indépendant, démocratique et prospère et contribuer dignement à la révolution mondiale »

Hanoi, le 10 Mai 1969 - HO CHI MINH

« L'indépendance, la paix, la neutralité »

LES 24 et 25 avril 1970, à l'initiative de Samdech Norodom Sihanouk, les délégations au sommet des peuples indochinois se réunissaient. Étaient présents à cette rencontre historique : Sihanouk, au nom du Front uni national du Kampuchea, le prince Souvannouvong, au nom du Front patriotique lao, Pham Van-Dong, au nom de la République démocratique du Vietnam (Nord), Nguyen Huu-tho, au nom du Front national de libération et du gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam. Les représentants des peuples vietnamiens, lao et cambodgien définissaient alors des liens d'amitié et de paix entre eux, des liens de collaboration contre l'impérialisme, bien loin des activités que mènent aujourd'hui les dirigeants du Vietnam.

Citons deux larges extraits de ce texte :

« Les parties cambodgienne, lao et sud-vietnamienne affirment hautement leurs objectifs de combat : l'indépendance, la paix, la neutralité, l'interdiction de toute présence de troupes ou de bases militaires étrangères sur leur sol, la non-participation à une alliance militaire quelconque, l'interdiction de l'utilisation de leurs territoires par un pays étranger quelconque en vue d'une agression contre d'autres pays (...). Le peuple de la République démocratique du Vietnam respecte pleinement ces aspirations légitimes et soutient de toutes

ses forces la lutte pour ces nobles objectifs. »

Relevons dès maintenant qu'écrit en pleine guerre des trois peuples contre l'impérialisme américain, ce texte vise bien sûr au premier plan les USA et garantit toute indépendance par rapport à cette superpuissance. Mais relevons aussi qu'il est chaque fois précisé « alliance militaire quelconque » et « pays étranger quelconque » et que, en conséquence, la portée de ce texte est beaucoup plus générale, qu'elle dépasse largement le cadre de la lutte contre le seul impérialisme US. Cette déclaration définit la pleine indépendance de chaque pays par rapport à toute puissance étrangère comme le confirme cette seconde citation :

« Les parties affirment leur détermination à préserver et à développer l'amitié fraternelle et les relations de bon voisinage entre les trois pays, pour se soutenir mutuellement dans la lutte contre l'ennemi commun, comme pour coopérer dans l'avenir et à long terme dans l'édification de chaque pays suivant la voie qui lui est propre. Dans les relations entre les trois pays, les parties sont déterminées à appliquer les cinq principes de coexistence pacifique ; respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression, respect mutuel du régime politique de chacun et non-ingérence dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique. Les parties respectent les principes fondamentaux des accords de Genève de 1954 sur l'Indochine, reconnaissent et s'engagent à respecter l'intégrité territoriale du Cambodge dans ses frontières actuelles, respectent les accords de 1962 sur le Laos. Les parties affirment que tous les problèmes qui se posent dans les re-

lations entre les trois pays peuvent être résolus par des négociations dans un esprit de respect mutuel, de compréhension réciproque et d'entraide ».

Cette déclaration exemplaire fut signée en 1970. Huit ans plus tard, il y a des troupes agressives vietnamiennes en territoire cambodgien, des troupes russes en territoire vietnamien, le Vietnam rêve avec Moscou d'une « Grande fédération indochinoise » dont il assurerait la direction. Autant de faits qui sont des trahisons de la « Déclaration commune de la conférence au sommet des peuples indochinois » de 1970.

La déclaration condamnait aussi la « doctrine Nixon » par laquelle l'impérialisme US voulait s'implanter dans tout le Sud-Est asiatique : faire se battre les Indochinois contre les Indochinois, semer la division entre eux pour ensuite régner en maître. C'est l'unité des trois peuples qui a mis ce projet en échec, comme le soulignait déjà la déclaration d'il y a 8 ans.

Or, aujourd'hui, le social-impérialisme soviétique ne joue-t-il pas le même jeu ? N'arme-t-il pas le Vietnam contre le Cambodge ? N'est-il pas le premier à dénoncer violemment la Chine populaire et le Cambodge socialiste ? Et la direction vietnamienne joue ce jeu de Moscou pour promouvoir ses propres intérêts de domination sur toute l'Indochine.

C'est prendre le contre-pied direct de l'aspiration des peuples du Vietnam, du Laos et du Cambodge : « Faire en sorte que l'Indochine devienne vraiment une zone d'indépendance et de paix conformément aux aspirations des trois peuples et aux intérêts de la paix dans le Sud-Est asiatique et dans le monde ». (Déclaration commune de 1970).



Breznev et Le Duan

LE TRAITE SOVIETO - VIETNAME

Les bases d'une agression Un acte de soumission

LE 3 novembre dernier, le Vietnam signait un accord avec l'Union soviétique. C'est accord dénommé « traité d'amitié et de coopération » était pour Moscou le premier d'une série d'accords du même type, d'autres ont été signés depuis avec l'Éthiopie et l'Afghanistan, reprenant à peu de choses près les mêmes termes. On sait d'autre part, de la bouche même des dirigeants syriens, que Brejnev a fait pression sur eux pour leur faire accepter la signature d'un autre traité similaire. Ils ont cependant refusé.

Ceci montre que l'accord entre Moscou et Hanoï ne peut pas être envisagé du strict point de vue des relations entre ces deux pays. En fait, il est un maillon de toute une chaîne que tisse Moscou pour s'établir des têtes de ponts avancées dans le tiers monde. Il est un des éléments de la stratégie impérialiste de l'URSS pour étendre sa mainmise dans des parties du globe importantes pour ses visées hégémoniques au niveau mondial. Il est d'ailleurs significatif à ce sujet que deux des trois pays avec lesquels Moscou vient de signer un traité de ce type se livrent actuellement à des guerres d'agression. Le Vietnam contre le Kampuchea voisin et l'Éthiopie contre le peuple érythréen en lutte pour son indépendance. Et que dans les deux cas, l'URSS soutient sans aucune ambiguïté ces deux guerres et y participe même directement dans le cas de l'Éthiopie.

Le Front populaire de libération de l'Érythrée, qui mène la lutte armée depuis des années pour l'indépendance de sa nation a d'ailleurs dénoncé l'agres-

sion directe de l'armée soviétique et des forces du Pacte de Varsovie contre les forces populaires érythréennes, les comparant, à juste titre, à l'agression américaine au Vietnam.

LA PORTE OUVERTE A UNE NOUVELLE GUERRE

Dans ce sens, l'accord ne peut être considéré autrement que comme un accord d'agression qui permet l'intervention militaire soviétique dans cette région qui a pourtant déjà suffisamment souffert des guerres impérialistes et qui aspire aujourd'hui à la paix. L'article 6 de l'accord est clair sur ce point : « Au cas où l'une des deux parties est attaquée ou menacée d'être attaquée, les deux parties contractantes se consulteront immédiatement pour éliminer cette menace... ». Ce type d'accord qui prévoit l'intervention d'une grande puissance extérieure dans le cas où un pays se sentirait menacé est très exactement celui qu'ont toujours utilisé les impérialistes comme prétexte à leurs sales guerres. C'est en particulier pour défendre le « Sud-Vietnam menacé par le Nord-Vietnam » que les impérialistes américains sont intervenus massivement en 1963. Il a fallu 12 ans de guerre et de sacrifices au peuple vietnamien pour les en chasser, et aujourd'hui, les dirigeants de Hanoï permettent à nouveau que les troupes d'une autre superpuissance aient un prétexte pour intervenir dans la région. Car enfin, quelle est cette menace dont parle le traité ? La Chine ? A qui voudrait-on faire croire que la Chine qui a soutenu à la limite de ses possibilités le

Vietnam en guerre, Ho Chi Minh l'a dit lui-même, et qui vit en paix avec tous ses autres voisins, voudrait aujourd'hui envahir le Vietnam ? Le Kampuchea, alors ? Il y a effectivement un état de guerre entre ces deux pays, mais là aussi on doit constater que ce sont les divisions vietnamiennes qui sont en territoire kampuchéen, et non l'inverse. Le peuple du Kampuchea, qui lui également se relève d'une guerre contre l'impérialisme américain, n'aspire qu'à la paix pour reconstruire son pays. Cette guerre, il la subit comme il a subi la précédente. Est-ce que le fait de défendre son pays doit être considéré comme une menace contre le pays qui agresse ? Non, en fait, il ne pèse d'autre menace sur le Vietnam que celle de la politique militariste de ses propres dirigeants et celle, très réelle de la mainmise soviétique sur le pays.

LA PERTE DE L'INDEPENDANCE ECONOMIQUE

Cette mainmise, ce traité d'« amitié » ne fait que renforcer. En rentrant dans le Comecon, en juin dernier, les dirigeants vietnamiens engageaient déjà leur pays dans le cycle cher à Moscou de la « division internationale » dont il est notoire que le seul bénéficiaire est précisément son créateur, l'URSS. L'article 2 du traité va encore plus loin dans ce sens : « Les deux pays continueront à établir une coordination à long terme des plans d'économie nationale, se mettront d'accord sur des mesures à long terme desti-

nées à développer les secteurs les plus importants de l'économie, des sciences et des techniques... » Cette clause constitue rien moins qu'un abandon, par les dirigeants vietnamiens de leur souveraineté nationale sur le fonctionnement de leur propre économie. Cette coordination en question, que vise-t-elle sinon faire produire par le Vietnam les produits industriels et agricoles dont l'économie soviétique manque ? A côté de la Pologne et de la Hongrie, fournisseurs de produits agricoles, de la Tchécoslovaquie et de la RDA, pourvoyeurs de matériel technique, du verger bulgare, à quoi Moscou consacra-t-il l'économie vietnamienne ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Peut-on encore parler d'indépendance quand on ne contrôle plus les axes de sa propre économie, assurément pas.

HO CHI-MINH TRAHI

Ainsi donc ce traité est non seulement un traité d'agression entrant dans la stratégie hégémoniste soviétique, mais il est aussi un acte de soumission de la part des autorités vietnamiennes, une aliénation de leur indépendance nationale et économique au profit du social-impérialisme soviétique et une trahison de toute la lutte et de l'œuvre d'Ho Chi-minh. C'est une lourde responsabilité que portent ceux, qui, au nom d'un peuple héroïque qui s'est battu trente ans pour son indépendance, ont signé ce traité.

Serge FOREST

Kampuchéa démocratique (Cambodge)

Un peuple en lutte pour son indépendance

IL y a dix ans, invoquant un « appel à l'aide » de « personnalités représentant le peuple », l'Union soviétique « libérait » la Tchécoslovaquie à l'aide de ses chars et installait à Prague un gouvernement tout dévoué à sa solde. A l'époque, l'opinion publique internationale (y compris le PCF) condamnait sévèrement l'invasion. C'était le point de départ d'une prise de conscience de la politique d'agression de l'URSS. Aujourd'hui, force est de constater que des choses similaires se passent dans le Sud-Est asiatique.

Il y a quelques mois, Radio-Hanoï déclarait son soutien à des forces rebelles qui menaient, paraît-il, la lutte armée contre le gouvernement légitime du Kampuchea démocratique. Plus tard, la même Radio-Hanoï déclarait qu'un « soulèvement général » du peuple cambodgien était en cours pour renverser les dirigeants de Phnom Penh. Il y a quelques jours, toujours selon Radio-Hanoï, un « Front uni de salut national du Kampuchea » aurait été fondé dans les zones « libérées » du Cambodge. Mais plusieurs faits sont troublants : d'abord, toutes ces « informations » sont données par Radio-Hanoï, et elle seule, ensuite, on attend toujours le « soulèvement général » annoncé à grand renfort de publicité. Comme par hasard, les « rebelles » sont sur des positions très semblables à celles du Vietnam. Les « zones libérées » où ils auraient fondé leur front sont en fait les régions frontalières envahies par l'armée vietnamienne. Leur radio qui a été captée en Thaïlande, émet depuis une province vietnamienne (et non cambodgienne). Enfin, la création de ce front a déjà reçu le soutien de Hanoï, bien sûr, mais aussi de Moscou, de certains pays membres du Pacte de Varsovie et du Laos.

réservistes sont massés à la frontière, des gaz mortels sont utilisés, des bombardements du territoire cambodgien sont entrepris, des avions de guerre ont été abattus au-dessus du Kampuchea, 4 000 conseillers soviétiques travaillent au Vietnam, des MIG 23 viennent d'être livrés, les bases militaires sont utilisées par les Soviétiques, etc.

Le problème est simple : le Vietnam voudrait bien placer le Kampuchea sous sa coupe comme il l'a déjà fait pour le Laos. Malheureusement pour lui, le peuple et les dirigeants du Kampuchea ne se sont pas laissés faire et résistent. Cette résistance a fait éclater la vérité de l'agression vietnamienne au grand jour. Les pays d'Asie du Sud-Est sont parfaitement conscients du danger : ils se disent : « Après le Cambodge, pourquoi pas nous ? » C'est pourquoi plusieurs pays de la région ont resserré leurs liens avec le Kampuchea et mis en garde le Vietnam (c'est le cas de la Thaïlande et de Singapour en particulier).

L'URSS DERRIERE LE VIETNAM

En fait, n'assiste-t-on pas à la mise en place d'une « couverture » pour camoufler l'agression vietnamienne contre le Kampuchea ? En faisant passer son agression militaire pour une insurrection interne au Cambodge, en présentant les zones qu'il occupe pour des « régions libérées », le Vietnam cherche à faire croire au monde entier qu'il n'est pas impliqué dans l'affaire.

UNE ATTAQUE D'ENVERGURE

Mais, en même temps, il prépare une attaque d'envergure contre le Kampuchea : tous les observateurs et les journalistes en poste au Vietnam, affirment que plusieurs dizaines de milliers de soldats vietnamiens ont franchi la frontière cambodgienne, 500 000

Mais, si les ambitions du Vietnam s'étendent à toute la région du Sud-Est asiatique, les pays et les peuples de la région s'inquiètent aussi pour une autre raison : après la signature du traité soviéto-vietnamien, plus personne ne peut ignorer que l'URSS se tient derrière le Vietnam et que si elle aide en armements aujourd'hui, c'est pour mieux le faire travailler pour son propre compte. Et l'URSS est un ennemi plus inquiétant et plus puissant que le Vietnam. Ses ambitions sont aussi bien plus vastes. C'est d'ailleurs ce qu'ont expliqué plusieurs fois les dirigeants cambodgiens eux-mêmes qui affirment qu'en défendant l'indépendance de leur pays, ils défendent aussi celle des pays voisins et même la paix dans le monde entier. Les peuples ont condamné l'invasion de la Tchécoslovaquie, ils condamneront aussi celle du Kampuchea démocratique !

Claude LIRIA.

Quand le Vietnam remerciait la Chine de son soutien

S'IL est un pays qu'on peut difficilement accuser de n'avoir pas soutenu le Vietnam dès les premières heures de la lutte contre l'impérialisme américain, c'est bien la Chine. L'aide fut massive malgré le développement encore lent de l'économie chinoise. Et personne ne peut nier qu'elle a pesé lourd sur le peuple chinois mais que les sacrifices consentis le furent avec enthousiasme.

Pris par les combats et assailli par les bombardements américains, le peuple vietnamien n'arrivait pas à se suffire en céréales. C'est pourquoi l'essentiel des céréales vivrières a été fourni par la Chine ainsi qu'une grande part des armes de la guérilla, nécessaires surtout aux guerilleros du Sud. Cette aide se chiffre entre dix et vingt milliards de dollars et la majorité était gratuite.

Voici d'ailleurs ce que déclarait un dirigeant vietnamien le 2 mai 1975 : « Notre victoire est aussi la victoire de l'aide dévouée, grandiose, efficace dans tous les domaines, que le Parti communiste chinois, le gouvernement et le peuple chinois frère nous ont accordée. Dans la glorieuse victoire de Dien Bien Phu du peuple vietnamien, il y a la précieuse contribution du Parti communiste chinois et du peuple chinois ; dans notre résistance contre un ennemi puissant qu'est l'impérialisme américain, l'effet de la « grande base-arrière »

que le Parti communiste chinois et le président Mao Tsé-toung ont voulu accorder au peuple vietnamien a pu mieux se faire ressentir. Depuis les routes sur lesquelles nous marchons, les ponts que nous traversons jusqu'aux objets d'usage courant dans la vie quotidienne, notre peuple y trouve l'aide du peuple chinois ».

Et Mao Tsé-toung n'avait-il pas déclaré : « Les 700 millions de Chinois sont le puissant soutien du peuple vietnamien, les vastes étendues du territoire chinois, son arrière sûr ».

DES MENSONGES RÉFUTÉS

Pourtant, l'URSS n'a pas hésité à calomnier l'aide de la Chine et à faire croire que le gouvernement chinois entravait le passage des armes russes à travers la Chine, à destination du Vietnam. Cette accusation, aujourd'hui reprise dans la presse vietnamienne, avait pourtant fait l'objet de démenti pendant la guerre. Voici ce que communiquait l'Agence vietnamienne d'Information à Hanoï le 19 juin 1966 : « Récemment un certain nombre d'agences d'information occidentales ont propagé la rumeur prétendant que le matériel de l'aide militaire soviétique à destination du Vietnam rencontre actuellement des difficultés l'en-travant dans le transit à

travers la Chine. L'Agence Vietnamienne d'Information est autorisée à faire la déclaration suivante : « Le gouvernement de la République démocratique du Vietnam a, à plusieurs reprises, affirmé que tout le matériel de l'aide de l'Union soviétique aussi bien que des autres pays frères en Europe orientale, a reçu une assistance dévouée de la Chine dans le transit à travers la Chine, conformément au plan prévu. Les sus-dites informations ne sont qu'une fable inventée de toute pièce, suscitée par de mauvaises intentions de provocation ».

Alors, pourquoi dire le contraire aujourd'hui, si ce n'est par hostilité envers la Chine et pour essayer de la discréditer ?

Signalons en outre que L'Humanité se faisait à l'époque l'écho des thèses de Moscou mais « oubliait » de signaler les démentis de Hanoï.

C.L.

Un cadre du parti vietnamien demande l'asile politique à la Chine

EN choisissant l'alignement sur Moscou, le Vietnam a perdu pas mal de son image de marque. Il lui est assez difficile de prétendre défendre la paix, alors qu'il a lié son sort à celui d'un pays qui envahit la Tchécoslovaquie il y a 10 ans, qui occupe militairement l'Europe de l'Est, qui lance des offensives militaires dans plusieurs pays d'Afrique. De même, il lui est assez difficile de prétendre que la Chine poursuit une politique de guerre alors que, contrairement à l'URSS, la Chine n'a pas un seul soldat hors de ses frontières.

Et pourtant, les dirigeants vietnamiens n'arrêtent pas de louer « le socialisme » et la politique extérieure « pacifique » de l'URSS et de dénigrer la Chine. C'est ainsi que dernièrement, ils ont prétendu que des soldats chinois avaient enlevé un Vietnamien à la frontière et tué deux gardes-frontières. Mais la vérité est toute autre : le Vietnamien soi-disant capturé s'appelle Nguyen Dinh Am, il travaillait comme cadre au département-organisation du comité central du parti vietnamien. Le 12 octobre, il s'enfuyait en Chine où il demandait l'asile politique, après avoir dû tuer les deux gardes qui essayaient de l'empêcher de passer.

Voici un extrait de l'interview qu'il a accordée à un correspondant chinois : « Je suis venu en Chine de mon plein gré. Mon peu-

ple a combattu pendant plus de trente ans pour l'indépendance, la liberté et une vie heureuse et douce. Et aujourd'hui, il s'est vu frustrer dans ses bonnes aspirations ». Il explique ensuite qu'en raison de son travail, il a eu l'occasion de voyager à travers le Vietnam et de constater de ses propres yeux la misère de la population. Mais à chaque fois qu'il faisait un compte-rendu de ce qu'il avait vu à la direction, il était sévèrement critiqué et accusé de « douter de la politique du parti ».

Au mois de juin, le Vietnam est entré dans le Comecon, l'organisation économique qui travaille surtout pour le compte de l'URSS, mais il n'en a reçu aucune aide alors que le peuple manque de riz.

Voici l'explication que donne Nguyen Dinh Am : « Vous savez, mon pays souffre d'une grave pénurie de céréales. Mais les fermes d'Etat ne cultivent que le thé, le café, le cacao et des arbres fruitiers, sauf les céréales, conformément aux principes de la division internationale du travail. Les récoltes sont envoyées directement en Union soviétique en échange seulement de quelques machines démodées et d'armes meurtrières ».

Après avoir expliqué qu'il n'acceptait pas la politique de rapprochement avec l'URSS ni les attaques contre la Chine, il poursuit : « Dans notre guerre de résistance aux impérialismes français et américain, nous avons reçu de la Chine une

aide considérable. Comment pouvons-nous faire volte-face pour nous opposer à la Chine, maintenant que notre pays est réuni ? »

Ce cadre du Parti des Travailleurs du Vietnam s'est élevé contre la politique actuelle des dirigeants vietnamiens consistant à militariser à outrance au détriment de l'amélioration des conditions de vie d'un peuple qui a déjà connu tant de souffrances. Il était opposé à l'alignement sur l'URSS et restait fidèle à l'amitié du peuple vietnamien pour la Chine. C'est pour toutes ces raisons et pour échapper à la repression dont il se trouvait dès lors victime qu'il a été contraint de fuir le Vietnam.

Claude LIRIA



Ressortissants chinois à leur arrivée en Chine

Ce que disent les dirigeants vietnamiens

En 1976, Hoang Tung, membre du comité central du Parti vietnamien, a dit à un journaliste occidental : « Pendant la guerre au Vietnam, amener la Chine et l'Union soviétique à soutenir de tous leurs efforts le Nord-Vietnam, c'était important pour le Vietnam. Maintenant, il ne lui est pas tellement nécessaire d'appliquer cette politique. Aujourd'hui, l'entente avec l'Union soviétique joue un rôle d'une extrême importance pour le Vietnam. L'Union soviétique espère vivement affaiblir l'influence chinoise dans cette partie du monde, voilà qui coïncide avec les intérêts du Vietnam ». Comme on le voit à travers cette citation, si le Vietnam a choisi de se mettre à la remorque de l'URSS, ce n'est pas qu'il y a été contraint par une attitude hostile de la Chine envers le Vietnam mais c'est le résultat d'une politique délibérée et mûrie de longue date par les dirigeants vietnamiens.

A propos du 10e anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie pour les troupes russes, Hanoï a parlé de « victoire du peuple tchécoslovaque sur le putsch contre-révolutionnaire » et a affirmé que les 10 années écoulées depuis ont été « une période splendide dans l'histoire de la construction socialiste de la Tchécoslovaquie ». Demandons-nous pourquoi le Vietnam ne trouve rien à redire à l'invasion de la Tchécoslovaquie. N'a-t-il pas les mêmes projets pour le Kampuchea démocratique (Cambodge) ?

Il y a quelques mois, le rédacteur en chef du journal Vietnamien Nhan Dan a déclaré froidement que dans les années 1970, « il y avait plusieurs divisions vietnamiennes au Cambodge et les effectifs des forces armées cambodgiennes étaient limités. Si nous étions intervenus, la situation aurait évolué différemment ». N'est-ce pas là reconnaître que le Vietnam a bien des visées d'annexion sur le Kampuchea et qu'il regrette de ne pas les avoir réalisées plus tôt, quand les maquisards du Kampuchea n'avaient pas encore le pouvoir et étaient donc moins forts qu'aujourd'hui ?

C.L.



Membres d'une commune populaire chinoise blessés par des Vietnamiens

Fin de la grève des télégraphistes de Toulouse

La grève des télégraphistes de Toulouse s'est terminée mardi avec les promesses de la direction de satisfaire des revendications portant sur les conditions de travail, locaux, mobylettes, et de mettre à nouveau à l'étude l'obtention d'un samedi sur quatre.

Rendez-vous dans un mois puisque c'est le délai que s'est fixé la direction pour donner ses réponses. Les télégraphistes pouvaient-ils continuer leur mouvement alors que, lundi matin, les directions syndicales CGT-CFDT s'étaient déclarées hostiles à la poursuite de la grève.

Bien qu'ils aient voté cette poursuite de la grève lundi matin, les télégraphistes étaient bien conscients des difficultés à poursuivre, dans de telles conditions, jusqu'à l'obtention d'engagements surs de la direction. Ils ont donc finalement voté mardi pour la reprise.

Correspondant Toulouse

Air France-Toulouse

A l'action pour l'embauche prioritaire des intérimaires

Volem viure al país !

DEPUIS des années, des problèmes d'emploi sont présents à l'usine de Toulouse. La direction, pour boucler ses plans de charge sur 8 mois de l'année, utilise des intérimaires (30 la semaine dernière, une certaine prévue pour la fin de la semaine pour 500 titulaires productifs) au lieu de procéder aux embauches nécessaires. Les quatre mois restants, elle impose des mutations arbitraires aux titulaires vers les usines de Paris.

Face à une telle situation, lundi 27 novembre, les travailleurs de l'atelier de chaudronnerie comprenant une forte proportion d'intérimaires décident de passer à l'action.

Soutenus par leurs sections syndicales CGT et FO, ils refusent d'informer le personnel intérimaire du travail à faire ainsi que de leur prêter des outils. Les outils seront remplacés par des feuilles de demande d'embauche que les ouvriers donnent à remplir pour les intérimaires qui veulent rester et iront ensuite les déposer au bureau du personnel.

Afin d'expliquer aux intérimaires que l'action n'est pas dirigée contre eux mais pour l'embauche de ceux qui le désirent, une lettre ouverte leur sera distribuée par les syndicats et qui se terminera ainsi :

« Nous, travailleurs du CRT (Air-France Toulouse) savons qu'intérimaires ou "en fixe", il n'y a qu'une catégorie de travailleurs, une classe ouvrière. C'est pour cela que, par cette explication écrite, nous avons tenté de te faire comprendre notre action ».

La mobilisation n'en est qu'à ses débuts. Une campagne d'explication est lancée par la section CGT auprès de tous les travailleurs de l'usine. — Pour l'embauche du personnel prévu et prioritairement des intérimaires !

— Contre les déplacements arbitraires, volem viure al país !
Correspondant Toulouse.

CIT-Alcatel

400 suppressions d'emploi à Marq-en-Barœul

La rumeur courait depuis un certain temps : 400 licenciements sont annoncés à la CIT-Alcatel (groupe CGE) dans l'usine de Marq-en-Barœul. Cela sera confirmé par la tenue de la réunion de CE extraordinaire le lundi 4 décembre.

Depuis 1962, la CIT-Alcatel est implantée à Marq-en-Barœul. Cette entreprise est la plus importante du Nord qui se spécialisait dans la fabrication de matériel de transmission à grande distance et travaillait pour les PTT.

De nombreux emplois ont été créés par l'accroissement de cette usine. L'effectif était de 400 personnes en 1970 et environ de 1 450 personnes vers la fin de 1975. Elle employait notamment de nombreux travailleurs de la région minière.

Pour faire face à l'expansion des commandes de l'administration des PTT, le personnel fut contraint d'effectuer des heures supplémentaires et pour certains de travailler en équipes (6-14 et 14-22). De plus des modifications apportées au matériel amenèrent le personnel à de nombreuses reconversions.

Brusquement, à partir de 1976, le personnel quittant l'entreprise n'est plus remplacé et le 8 décembre 1977, lors de la réunion du CE, la direction générale a annoncé une réduction d'horaire pour le personnel de centre de Marq, entraînant par là une perte de salaire.

Dans une lettre ouverte à la direction générale, au secrétaire d'Etat aux PTT, le syndicat CFDT de la CIT-Alcatel, en juin 1978, déclarait : « Depuis le début de l'année, la situation économique de l'établissement s'est constamment dégradée. Preuve en est que de 1 350 personnes fin 1976, nous devons être 1 000 en fin d'année. C'est d'abord le passage à 36 heures avec perte de salaire, puis la non-reprise des appelés et du personnel en congé parental, enfin l'encouragement au départ en pré-retraite à 58 ans. Tout ceci s'inscrivant dans un contexte permanent de baisse de charges... »

Un plan de restructuration avait été mis à l'étude : il entraîne la reconversion de l'unité de production marquoise. Car les commandes des PTT ont diminué au fur et à mesure que le retard français en matière de téléphone se comblait. C'est pourquoi il avait été déjà nécessaire de faire une première reconversion dans le matériel de commutation électro-magnétique.

Mais là aussi les commandes ont baissé pour la même raison, mais également à cause du progrès technique qui a mis sur le marché le matériel de commutation électronique beaucoup plus fiable.

Ainsi pour la direction, dans cette branche, on compte actuellement un trop plein d'emplois : 15 000. En 1978, la sous-traitance avait permis de retarder l'échéance à Marq-en-Barœul. Cette activité est maintenant insuffisante. On espère actuellement maintenir le reste des effectifs grâce à la sous-traitance dans cette usine, sous-traitance qui sera fournie par deux filiales de la CIT, la Cintra et la Transac, qui fabriquent du matériel périelphonique et péri-informatique, actuellement très compétitif.

Ce plan de restructuration aboutit d'une part à grouper autour de Paris un ensemble d'unités qui, elles, sont éparpillées, et, d'autre part, à voir l'autre usine du groupe subir de plein fouet l'effet de ce plan : celle de la Rochelle où l'horaire passe à 28 heures en janvier et où 400 personnes seront ensuite licenciées sans que la survie de l'usine soit pour autant assurée.

Correspondant

Les éleveurs ripostent à la rupture des négociations par la Wessafic

Communiqué

LE 23 novembre dernier, les responsables du CLEI (Comité de lutte des éleveurs intégrés) et la section syndicale de Paysans-Travailleurs rencontrèrent les responsables de la Wessafic, à la chambre d'agriculture de Nantes, pour l'ouverture des négociations sur 80 dossiers représentant un montant total d'environ 10 millions.

La journée de négociation permettait un accord sur plusieurs points importants : à la fin de la journée deux premiers dossiers étaient réglés, une nouvelle rencontre avait été fixée pour la poursuite de la négociation au jeudi 30 novembre. Nous avons appris des responsables de la Wessafic, le mardi 28 novembre à 17 heures, qu'ils n'avaient pas l'intention de poursuivre les négociations, se refusant en particulier à payer le travail.

Dans la matinée du jeudi 30 novembre, 50 éleveurs et paysans-travailleurs se retrouvent devant les portes de la firme pour exiger le redémarrage des négociations, le peu d'entretien de cette journée se faisait à travers une porte vitrée ou par l'intermédiaire d'un commissaire de police.

Par cette riposte rapide, le CLEI et les Paysans-Travailleurs ont tenu à démontrer leur détermination devant la firme, qui a tant causé de misère chez de nombreux éleveurs.

Les responsables de la firme ont été informés qu'ils pouvaient s'attendre à une série d'actions dans les semaines à venir.

Rectificatif

Dans notre numéro du 5 décembre, deux erreurs se sont glissées dans une correspondance intitulée : les travailleurs de LME sont en grève depuis trois semaines... Cette lutte se passe non pas à Leca comme nous l'avions indiqué, mais à Lesquin. De plus, nous indiquions qu'une des revendications de la lutte était que le coefficient le plus bas passe de 145 à 159. En réalité, c'est 145 à 155.

BLOC-NOTES

1000 Le numéro 1 000 de L'Humanité Rouge va sortir. Préparez-vous et passez vos commandes

Le No 1 000 de l'Humanité rouge, sortant le jeudi 14 et daté du vendredi 15 décembre au 2 janvier sera un numéro spécial de 16 pages (prix 3 F) destiné à une diffusion militante de masse notamment lors du 16 et 17 décembre.

Il comportera notamment une rétrospective de quelques unes des « Unes » les plus significatives, une interview de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, sur les conditions dans lesquelles il en est venu à se poser, non sans déchirement, la question du caractère de classe du PCT, parti dont il était membre depuis 20 ans. Deux pages au moins seront consacrées au courrier des lecteurs et à la rubrique « Avec le Parti ». Ce numéro spécial traitera également de la lutte contre le chômage et les licenciements, du 40e congrès de la CGT, de la lutte des petits paysans, du danger de guerre et de la question de l'Europe, du socialisme en Chine, du Vietnam (etc), sans parler d'une page culturelle. Passez dès maintenant vos commandes à l'Administration. Lecteurs et correspondants, à vos plumes, pour enrichir les rubriques « Courrier des lecteurs, témoignages, et avec le parti ».

La publication de l'Humanité rouge quotidienne sera suspendue des 23-24 décembre au 2 janvier : date de parution du premier numéro de l'année 1979.

A NOS CAMARADES :

Les sections et régions qui le désirent peuvent passer commande des quatre pages Vietnam parues dans cette édition.

Campagne d'abonnement 79

Cette année, nous devons gagner la bataille de la diffusion de L'Humanité rouge. Déjà, quelques pas ont été faits dans le sens d'une amélioration. Mais le principal reste à faire.

C'est pour cela que nous avons lancé, début novembre, la campagne d'abonnement 1979.

Cette campagne doit durer jusqu'en juin 1979.

Nous ferons des rendez-vous tous les quinze jours pour faire le point.

Pour impulser une saine émulation entre camarades et lecteurs, nous publions et publierons un classement par cellule d'une part et d'autre part nous proposerons des cadeaux (brochures, posters, livres, objets d'artisanat) aux lecteurs et camarades qui nous transmettront cinq, dix, quinze abonnements nouveaux de trois mois au moins (non valables pour les réabonnements) jusqu'au mois de juin 1979.

Des bulletins d'abonnements sont disponibles. N'oubliez pas de joindre les règlements aux abonnements au fur et à mesure.

En avant pour gagner la bataille de la diffusion et des abonnements !

Premier rendez-vous

Aujourd'hui, 1er rendez-vous de la campagne, le nombre des abonnements est faible (10 abonnements transmis) Le classement s'établit comme suit :

- 1) - Cellule F. Yveton (Paris) : trois abonnements ;
- 2) - Cellule J. Labourbe (Bretigny-sur-Orge) : 2 abonnements ;
- 3) - Cellule S. Masson (Corbeil) : 1 abonnement de 6 mois.

Or, nous savons, et la campagne d'abonnement spécial d'un mois l'a montré, qu'il existe des possibilités réelles pour élargir la diffusion de notre organe central. Pour cela, il faut que les responsables de tous les organismes du Parti prennent cette question en charge. Mais aussi que chaque lecteur, chaque camarade ait sans arrêt en tête la question de la diffusion de la presse. A-t-on pensé à proposer l'abonnement au camarade de travail à qui on passe régulièrement le journal ? Voilà le genre de question simple que nos lecteurs et camarades doivent se poser.

Nous pensons que c'est par cela que passe l'amélioration de la diffusion dont nous avons besoin.

PARIS

Journée d'étude et de solidarité avec la lutte de libération du peuple érythréen.

Cette journée est organisée par le comité de soutien à la lutte de libération du peuple érythréen, avec la participation d'universitaires et spécialistes et le soutien de personnalités de divers horizons. Elle aura lieu à l'université de Jussieu ; amphithéâtre X 2 ; 1, rue Guy de la Brosse - 75005 Paris ; métro Jussieu ; le samedi 9 décembre de 9 heures du matin à 23 heures. Tous les amis du peuple érythréen peuvent s'y rendre. A l'ordre du jour : des discussions et exposés ; le soir à partir de 20 h 30 : prise de parole du représentant du FPLE en France et projection du film « Sawrana » (Notre Révolution).

ORLEANS

Conférence-débat sur la situation au Kampuchea démocratique :

Au cours de cette conférence, un membre de la délégation du PCML reçue au Kampuchea en septembre 1978 présentera un montage-diapos réalisé lors de cette visite.

Le mercredi 13 décembre à Orléans - 20 h 30 - Salle du Baron (patinoire)

LES ULIS

Conférence-débat sur la situation au Kampuchea démocratique :

Compte-rendu de voyage, montage-diapos présentés par Camille Granot. Exposition photos, table de presse.

Le samedi 9 décembre à 20 h 30 au centre culturel des Ulis

Bretagne d'aujourd'hui (1)

Alerte sur l'électronique

Créer dès maintenant le rapport de force



91 % des OS de l'électronique sont des femmes. Contre les licenciements imposés par les trusts, s'unir, s'organiser. (Photo HR)

AUX belles années du gaullisme, la bourgeoisie n'avait qu'un mot à la bouche : « *Vocation électronique de la Bretagne* ». On manquait d'emplois industriels en Bretagne ? Qu'à cela ne tienne, on allait en faire une grande région industrielle avec des usines modernes et des ouvriers reconnaissants. Ça c'était les promesses charitables de la décentralisation. La réalité est tout autre : aujourd'hui, les usines qui sont descendues ferment leurs portes. Et les emplois qui restent, ce n'est pas exactement le paradis des promesses.

La classe ouvrière en Bretagne

Les manuels de géographie hier, les dépliants touristiques aujourd'hui, se complaisent dans la description d'une Bretagne image d'Épinal : ajoncs fleuris et chapeaux ronds. La classe ouvrière ? Connaît pas. Les ouvriers représentent pourtant 102 000 personnes (soit 18 % de la population active). Excepté les centres urbains, et notamment le pôle Nantes-Saint-Nazaire, la classe ouvrière est évidemment peu concentrée.

On a beaucoup souligné l'existence d'un nouveau prolétariat. Jeune, peu qualifié, d'origine rurale, à forte proportion féminine et plus tourné vers la CFDT — c'est un prolétariat né des usines créées par la décentralisation des années 1960. Celui de Citroën à Rennes, du Joint Français à Saint-Brieuc, celui des usines textiles, comme la SPLI, ou des usines d'électronique dont nous parlons ci-contre.

Cela ne saurait faire oublier le prolétariat des arsenaux, de la SNCF et de certains secteurs du bâtiment, plus organisé et plus enraciné dans la tradition du mouvement ouvrier. Le PCF y a ses plus solides bastions, si l'on y ajoute le milieu marin-pêcheur (en 1926, la cellule du PCF de Penmac'h comptait 60 adhérents !) et des zones « rouges » du Centre-Bretagne, liés à de glorieux épisodes de la Résistance.

Chaffoteau, grève exemplaire

SAINT-BRIEUC : la grève la plus importante depuis le Joint Français, Chaffoteau et Maury, les célèbres chauffe-eau, l'usine la plus importante de la ville en grève illimitée avec occupation. Grève très largement majoritaire : les trois-quarts des 1 950 ouvriers avaient cessé le travail. Le fait mérite d'être signalé : ici, ce n'est pas contre les licenciements qu'on s'est battu, l'entreprise se porte bien, la boîte affiche de confortables profits et voudrait garder tout pour elle. Pas d'accord répondent les ouvriers : 350 F pour tous retour aux 40 heures, la 5e semaine de congés payés, la prime d'ancienneté incluse dans le 13e mois. Pendant deux mois : débrayages sur débrayages, manifestation dans l'usine, blocage des camions, enfin grève totale et occupation ! Du 23 novembre au 6 décembre, face à un patron intransigent qui préfère perdre trois milliards plutôt que de lâcher un sou, la mobilisation a été sans faille. Aux avant-postes : de jeunes OS décidés, dont beaucoup sont des femmes.

Les dirigeants du PC et du PS ont profité de la lutte pour laver leur linge sale. Le Foll, maire PS de la ville, n'a soutenu que du bout des lèvres, se demandant en plein conseil « si ça ne va pas trop loin ». Les dirigeants du PC, qui eux ne sont pas au conseil parce que leur liste bande-à-part a été battue aux dernières municipales, jouent les vierges outragées : « Nous sommes donc les seuls à soutenir les intérêts des travailleurs », subordonnant ici comme ailleurs les luttes ouvrières aux querelles de la gauche.

En contraste l'élan — désintéressé et bien réel — de la solidarité populaire, activement et publiquement soutenu par la section du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) de St-Brieuc.

Le travail vient de reprendre à l'usine des Châtelets. Malgré son arrogance, le patron a été forcé de négocier : 100 F à partir du 1er novembre, 100 F à partir du 1er janvier. Le 13e mois est augmenté de 7 %. Des négociations doivent se tenir au mois de mars pour discuter notamment du retour aux 40 heures hebdomadaires sans perte de salaire. Enfin la direction a dû abandonner les poursuites judiciaires qui furent engagées contre 23 grévistes. La décision de reprise a été prise en assemblée générale, à une large majorité.

L'aventure a commencé en 1959 avec l'implantation du CNET (Centre national d'études des télécommunications), à Lannion. Un haut fonctionnaire, M. Marzin, avait joué de son influence pour faire venir à Pleumeur-Bodou ce « radome » dont le nom et la grande sphère blanche étaient l'un des yoyos publicitaires du gaullisme.

Derrière le CNET allait venir une multitude d'écoles, de laboratoires et, surtout, des usines. Il y a eu ce qu'on a appelé la première vague : elle a amené à Lannion la SLE-CAT, LMT et LTT. A Guingamp s'est installée l'AOIP, la SAGEM est venue à Fougères et la CTD à Pont-de-Buis (dans le Finistère). Puis il y a eu, aux environs de 1970, la seconde vague de l'électronique : Ericsson et Thomson-CSF à Brest, la CGCT à Rennes et l'AOIP à Morlaix.

Ceux qui avaient pu croire que ces usines fourniraient des conditions de vie et de travail décentes dans une région frappée par le sous-emploi et les bas salaires furent vite déçus. En fait d'usines-pilotes, ça ressemble plutôt à des usines-pirates ou à des usines-goulags. Les usines implantées en Bretagne sont principalement des usines de montage téléphonique, et l'essentiel du travail se fait à la chaîne.

Ce que cherchait avant tout le patronat en se décentralisant, c'était une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci. Dans certaines usines, comme à l'AOIP de Morlaix, il y a 75 % d'OS. Et 91 % des OS de l'électronique sont des femmes. Ce dont hérite la Bretagne, ce sont des emplois non-qualifiés et sous-payés. Une récente étude montre qu'en Bretagne, les « frais de personnel » des usines électroniques comptent pour 24 % dans les chiffres d'affaires : la proportion est de 39 % dans la région parisienne.

Autre chiffre intéressant : par rapport aux chiffres d'affaires, les profits sont de 11 % dans la région parisienne... mais de 25,6 % en Bretagne. C'était donc ça la « vocation électronique » dont causaient les discours : surexploitation contre surprofit. « *L'industrie électronique est organisée en fonction des disponibilités en main-d'œuvre féminine peu qualifiée et d'origine rurale. Elle est spécialisée dans les tâches d'exécution et de fabrication* ». Ce n'est pas nous qui le disons, c'est un rapport de la préfecture de la région !

EMPLOIS BRADES

Il a failli y avoir une troisième vague : il semble qu'elle soit restée quelque part au large. ITT à Dinard n'embauche pas. A Redon, l'usine LMT est construite et équipée, mais les machines sont parties ailleurs et l'usine a été revendue. L'AOIP parlait d'une nouvelle implantation à Carhaix, la LMT devait venir à Vannes : autant de projets restés dans les cartons. Les requins du grand capital préfèrent désormais investir dans le tiers monde : nouvelle exploitation, nouveau profit.

Non seulement ils ne créent pas d'emploi, mais ils licencient. Sur 20 000 emplois dans l'électronique dans l'Ouest, 4 000 sont sérieusement menacés.

Des menaces précises planent sur toute la branche de la téléphonie, celle qui fournit le plus d'emplois en Bretagne : pour fabriquer en un an 500 000 commutateurs électromécaniques Grossbar dans les usines du type AOIP il fallait 3 000 ouvriers, il n'en faut plus que 120 dans un système de production entièrement électronique.

Du fait du vieillissement de leur méthode de fabrication, les gros trusts comme Thomson, CGE, ITT sont engagés dans un vaste mouvement de restructuration dont ils voudraient faire porter le poids aux travailleurs.

À l'usine Ericsson de Brest (rachetée en 1976 par la Thomson), la direction ne garantit pour 1979 ni l'emploi (850 actuellement), ni les qualifications, ni les salaires : « *On propose aux gens de partir. On remet en cause les avantages acquis... Pour l'avenir, on a l'impression que la direction a choisi une politique du laisser-faire...* »

À la LTT-Lannion, le tableau est similaire. Ici aussi le patron, c'est la Thomson : 62 filiales françaises, 105 000 travailleurs, elle a déclaré 6,5 milliards d'anciens francs de bénéfices uniquement pour le premier semestre 1978. À LTT, des réductions d'horaire frappent déjà les 1 450 travailleurs de l'usine (principalement des ouvrières). Les réductions d'horaire ne sont qu'une étape : l'an prochain, il y a des licenciements en perspective.

À l'AOIP, « coopérative » implantée à Guingamp et à Morlaix, sur 2 200 emplois, 1 500 licenciements sont prévus. Ici comme à LMT ou à Ericsson, il serait illusoire de penser que la seule solution serait dans un redressement du budget des PTT (qui a baissé de 15 %). Au lieu d'être saturé en 1982, l'équipement en téléphone le serait en 1981 ! Et après... on n'aurait fait que reculer pour moins bien sauter !

LUTTER DES AUJOURD'HUI

Face aux plans patronaux, tous les travailleurs savent qu'il va falloir se battre. Ils savent que la victoire ne sera pas facile à obtenir car, en face, on a affaire à forte partie : des firmes puissantes, des multinationales sans scrupule, prêtes à planter tout le monde sur le carreau : des patrons comme Olivier Giscard d'Estaing (le cousin de l'autre) ou François Ceyrac, tous deux administrateurs de la Thomson, ne sont pas gens à céder de gaieté de cœur et ils bénéficient d'appuis importants.

Face à eux, les travailleurs ont une arme : l'unité. Comme l'indique un bulletin du PCML à Brest : « *Unité la plus large de tous les travailleurs, syndiqués CGT-CFDT et non-syndiqués, quelles que soient les opinions ou sympathies politiques de chacun. Cette unité, il faut l'élargir aux autres usines du trust Thomson.* » Il faut l'unité tout d'abord sur la ville : il faut par exemple que les ouvriers de la Thomson-CSF de Brest — qui ne sont plus aujourd'hui menacés de licenciements — soient solidaires des ouvriers et des ouvrières d'Ericsson qui, eux, le sont : ils dépendent tous du même trust. « *Il faut que tous les travailleurs brestois se tiennent prêts à répondre à l'appel de leurs camarades pour qu'Ericsson ne soit pas un autre Transocéan ! Tous ensemble, nous imposerons qu'il n'y ait pas un seul licenciement à Ericsson.* »

C'est cette voie que suivent aujourd'hui les travailleurs de LTT-Lannion : le 16 novembre, c'est toutes les boîtes qui débraient pour venir manifester à leurs côtés. Plus qu'une ville, c'est tout un pays qui se sent mobilisé : « *LTT menacé, le Trégor est concerné* ». Pour faire connaître les menaces qui pèsent sur l'usine, ils ont organisé un « rallye » au cours duquel ils ont parcouru 150 km dans la région.

Dès aujourd'hui, les différentes usines prennent contact en Bretagne pour organiser la riposte commune. Les grosses usines bien sûr — mais aussi les petites usines de sous-traitance : il ne faut pas qu'elles restent isolées, car elles sont attaquées, parfois même avant les autres ! Partout, il faut exiger que l'emploi soit maintenu (y compris si pour cela le patron doit opérer une reconversion.)